

# L'« Action commune » passe à l'acte

## OPPOSITION PS, FGTB et Mutualité se coordonnent

► La suédoise d'« ultra-droite » est annoncée, l'« Action commune » s'organise.

► Une maxi-réunion préparatoire a eu lieu le 29 septembre.

L'opposition, et avec elle l'adversité, a pour effet de resserrer les liens en politique. D'où l'« Action commune ».

De quoi s'agit-il ? Du triptyque parti-syndicat-mutualité, liant PS, FGTB et Solidaris côté francophone, avec leurs pendants au nord : SP.A, FGTB et mutualité flamande. La « famille » socialiste au complet. Qui se réunit régulièrement pour jauger la situation politique et sociale, opérer en réseau. Quoi de neuf ? Les réunions « régulières » vont s'intensifier, explique-t-on, et, surtout, s'inscrire dans une stratégie d'ensemble vouée à décoder en permanence les faits et gestes du gouvernement MR/N-VA/CD&V/VLD, et à préparer la

contre-attaque. Un interlocuteur : « *Chaque organisation veille à son autonomie, mais, clairement, vu le contexte, il faudra se coordonner un maximum, tout le monde est d'accord.* »

### Onze à table, le 29 septembre

Ce que l'on a pu vérifier, explique-t-on, lors d'une maxi-réunion le lundi 29 septembre, à laquelle ont pris part Elio Di Ru-

po (président du PS), Jean-Pascal Labille (secrétaire général de Solidaris), Bruno Tobback (président du SP.A), Laurette Onkelinx (future cheffe de groupe PS à la Chambre, vice-présidente du PS), Hervé Parmentier (directeur de l'Institut Emile Vandervelde), Laurence Bovy (cheffe de cabinet sortante de Laurette Onkelinx), Anne Demelenne (secrétaire générale de la FGTB), Marc Goblet (qui a remplacé Anne Demelenne), Rudy De Leeuw (président national de la FGTB), Estelle Ceulemans (cheffe du service d'études de la FGTB, elle était candidate à la succession d'Anne Demelenne), et Michel Jadot (président des Mutualités socialistes) - Paul Callewaert (président des Mutualités en Flandre) était « excusé »...

Objet : un tour de table sur la « *coordination des actions futures* ». En d'autres termes : « *Organiser la résistance* », pour reprendre ceux employés par Elio Di Rupo dimanche à Tubize. Un tour de table qui en appelle un autre, plus studieux, prospectif et décisionnel celui-là, lorsque les négociateurs suédois auront bouclé leur programme de gouvernement.

L'« Action commune », ça re-part. Le contexte veut cela : quelle stratégie efficace et durable face au gouvernement dit de l'« ultra-droite » ? Sans compter une indéfinition politique à gauche à l'échelle européenne (l'échelle pertinente) qui porte elle aussi à serrer les rangs dans

son camp quand, idéologiquement, au moins dans les discours dominants, on s'y perd un peu : entre Matteo Renzi en Italie, Manuel Valls en France, Sigmar Gabriel en Allemagne et Elio Di Rupo en Belgique, les messages varient, ce qui ne permet pas de livrer une stratégie clé sur porte pour chacun des membres. Ajoutez,

à la marge mais pas sans importance, l'activisme du PTB à gauche de la gauche, ce qui encourage la famille socialiste à se déployer massivement. Enfin : la Sécu, le modèle social sont en danger, martèle-t-on à gauche, ce qui requiert de se mobiliser collectivement.

Cela tombe bien : à la tête du PS, Elio Di Rupo a besoin de rassembler à gauche (il en a fait un thème fort de son discours à Tubize) ; à la tête de la FGTB, Marc Goblet a le profil « Action commune » (il revendique son affiliation socialiste et mutuelliste) ; à la tête des Mutualités, Jean-Pascal Labille, très proche des milieux syndicaux (Marc Goblet, Thierry Bodson...), est dans le rôle pivot auquel il s'était destiné lorsque, ministre fédéral, il avait annoncé, en interview au *Soir*, qu'il avait choisi de quitter la scène politique stricto sensu : « *C'est la meilleure stratégie pour le parti : je vais mobiliser l'Action commune, on en a besoin comme jamais* »... C'était le 26 février 2014. Il ne croyait pas si bien dire. ■

DAVID COPPI